

l'augmenter aussi pour la province d'Ontario. Ses revenus seraient diminués en proportion. Et alors, où chercherait-il ailleurs la partie qu'il céderait ainsi? Ne faudrait-il pas qu'il trouve moyen de nous reprendre sous une autre forme ce qu'il paraîtrait nous abandonner, puisqu'il est lui-même endetté dans la même mesure que nous et qu'il ne peut équilibrer ses dépenses?

On répond à ceci, que le gouvernement consacre, avec une libéralité excessive, des sommes énormes aux petites provinces et aux territoires, qui regorgent à nos dépens tandis que nous sommes aux abois. Cela est vrai. Et depuis un certain nombre d'années, non-seulement les petites provinces, mais la province d'Ontario elle-même a eu plus que sa part des deniers communs. La province de Québec seule, qui contribue pour une si forte proportion au revenu, a été négligée. C'est même à cela qu'elle doit en grande partie sa gêne actuelle. La crise eût été beaucoup moins sévère ici, si nous avions eu les millions que le gouvernement fédéral a dépensés avec tant de prodigalité dans le Haut-Canada ou dans le Nord-Ouest; et nos finances provinciales seraient dans un meilleur état.

Mais avons-nous bien le droit de nous plaindre à ce sujet? N'avons-nous pas donné notre concours à la politique qui a si bien servi les intérêts des provinces voisines au détriment de nos intérêts? Il fallait nous y opposer, exiger une répartition plus juste.

Encore aujourd'hui, c'est ce que nous devrions faire. Réclamons une distribution plus équitable des deniers, l'abolition du système des *better terms*: cela vaudra mieux que de demander de participer nous-mêmes aux avantages de ce système.

Voilà ce que nous pouvons avec justice demander au gouvernement fédéral. Le reste n'est qu'expédient, et même après tout cela, nous serons forcés de reconnaître que le vrai remède est dans nos institutions locales, dans les taxes indirectes, si celles-ci peuvent suffire, dans la taxe directe, si elles sont insuffisantes.

A. GÉLINAS.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 16 septembre 1879.

J'avoue sincèrement que je ne comprends pas un traître mot à ce qu'on appelle ici la politique et les politiciens; plus je m'en occupe, plus je m'y embrouille; je n'ai jamais pu prendre au sérieux ni les démocrates ni les républicains.

Chacun de ces partis a tant fait d'évolutions depuis ce siècle, que pour bien les reconnaître il faut leur mettre la lanterne sous le nez.

Les démocrates de New-York, notamment, sont devenus, non-seulement incompréhensibles, mais insaisissables. Pour les classer proprement, il me faudrait pouvoir les collectionner dans des bocaux différenciés; les espèces si bizarres qui portent des noms comme ceux-ci: tammanistes, antitammanistes, socialistes, communistes, nihilistes, enrichiraient un musée.

Cependant, de tous côtés l'on s'agite en vue des futures élections. Syracuse, après plusieurs meetings tumultueux, a vu sortir de l'ombre plusieurs candidatures sérieuses. Dans ce nombre, je cueille un nom qui m'a toujours été cher: c'est celui de Robinson. Qui est-ce qui n'a pas lu Robinson? lequel d'entre nous n'a pas désiré s'enfermer comme lui dans une île déserte?

Il est vrai que c'était Robinson Crusé. Qu'il crut Zoé ou quelque autre personne, cela m'est bien égal. Je proclame Lucius Robinson—non comme le plus beau jour de ma vie—mais comme le gouverneur le plus agréable et le meilleur que l'on puisse désirer.

* *

C'est dans ce désordre intellectuel que j'ai fait la rencontre de Goldmouth, le célèbre reporter du *Graphic*. Cet être singulier s'est empressé de venir me toucher la main et de s'informer de ma santé.

—Je suis bien aise de vous voir, lui dis-je, car j'ai plusieurs questions à vous poser.

—Dites plutôt que vous voulez me mettre à la question.

—Voyons, mon cher, à votre âge et avec les lumières que vous possédez, vous devez politiquement avoir une opinion: êtes-vous démocrate ou républicain, socialiste ou communiste?

—Autant me demander si je suis pour la fièvre jaune ou pour le vomito, la pendaison ou le coup de *sagaie*, me dit-il.

—Que pensez-vous du général Grant?

—C'est un boa constrictor de la plus belle espèce. Que le peuple américain y prenne garde: s'il se laisse prendre dans sa gueule, il y passera tout entier.

—Ventre de biche! vous m'effrayez; mais, continuai-je, ce n'est là qu'une métaphore; je serai curieux de savoir à quoi vous allez comparer Kearney, le grand agitateur californien.

—A un dogue affamé. Qu'on lui jette entre les dents un emploi lucratif et vous le vorrez faire le beau.

—Cet individu a-t-il donc quelque valeur? Selon vous, le croyez-vous capable de bien diriger le char de l'Etat?

—Sans doute, puisqu'il est charretier.

—Et Tilden, quelle opinion avez-vous de lui?

—C'est le lion du jour, mais un lion devenu vieux; dans ses luttes avec les républicains, il a perdu ses griffes et ses dents; encore une bataille présidentielle comme la dernière, lui et son parti seront perdus.

—Vous savez qu'on l'a accusé d'avoir voulu acheter le vote de la Floride; a-t-il réellement trempé dans cet affreux marché?

—S'il y a trempé? mais des pieds à la tête. Il est vrai que lui et ses partisans n'ont pas été assez riches pour acheter ce fameux vote qui était à vendre. Les républicains, plus audacieux, ont poussé l'enchère et finalement se sont donné les voix qui manquaient à leur candidat.

—Ainsi, lui dis-je, c'est l'argent qui est le principal ressort de toute élection présidentielle?

—Eh! mon cher, fit le reporter d'un ton gouailleur, chaque pays a ses habitudes: en Allemagne, on fait les élections à coup de sabre; en France, on fait voter les électeurs avec des mots creux et de promesses qui ne tiennent pas; les Américains, plus pratiques, ne se laissent influencer que par le dieu dollar.

—Selon vous, qui sera président des Etats-Unis aux prochaines élections?

—Ce sera Sherman.

—Et Grant, qu'en faites-vous?

—Sherman sera un fantôme de président, et Grant sera le véritable chef de l'Etat.

ANTHONY RALPH.

LA LANGUE FRANÇAISE A MONTRÉAL

Il a paru récemment dans la *Gazette* de Montréal quelques correspondances intéressantes, relativement à l'enseignement des écoles et académies anglaises de cette ville. Ces correspondances ont fait sensation, toute la presse montréalaise s'en est occupée. Le *Nouvel-Monde* et le *Courrier de Montréal*, entre autres, ont publié à ce sujet des articles remarquables.

Le correspondant de la *Gazette*, qui est un Anglais, signalait, à propos du mode d'enseignement usité dans les maisons d'éducation protestantes de Montréal, une lacune regrettable, qu'on doit s'étonner de voir exister. Il s'agit de la langue française, que l'on fait presque profession d'ignorer dans la plupart de ces institutions et que l'on ne s'occupe pas d'enseigner aux élèves.

N'est-ce pas une chose extraordinaire, dans une ville à moitié française, et parmi une population aussi éclairée que la population anglaise de Montréal? Ce dédain, que l'on dirait systématique, pour une langue qui est reconnue comme la plus belle des langues modernes, n'est-il pas à la fois ridicule et maladroit? Et si nos concitoyens anglais sont insensibles aux beautés du français, s'ils refusent de re-

connaitre sa supériorité, encore ne devraient-ils pas, pour des motifs d'intérêts, eux, si pratiques et si positifs, tenir à le faire apprendre à leurs enfants, appelés à vivre dans un milieu français, dans un monde d'affaires aux trois quarts français, dans une ville qui est le principal centre commercial, le marché, la métropole d'une province essentiellement française?

On explique cette indifférence par le fait que la plupart des Canadiens-français de Montréal parlant l'anglais, la nécessité de savoir le français n'est pas absolue pour les Anglais. La connaissance de notre langue devient par là même pour eux une connaissance en quelque sorte facultative, une superfluité, une science d'agrément, comme elle l'est partout ailleurs, en dehors de la France même, le complément d'une éducation supérieure; et ils nous montrent le peu de cas qu'ils en font à ce point de vue, en négligeant de l'acquiescer. C'est ainsi beaucoup une question de goût, et nous laissons à nos voisins tout le mérite de leur manière de voir.

Nous ferons remarquer, cependant, que leur sentiment à cet égard n'est pas partagé par leurs compatriotes des autres villes du Bas-Canada. A Québec, aux Trois-Rivières, à Sherbrooke, où il y a des groupes anglais qui, pour n'être pas aussi considérables que celui de Montréal, n'en sont pas moins un élément important dans ces localités, toute la population parle le français. Montréal est le seul endroit de la province où le français ne soit pas la langue générale et où l'on puisse s'en passer. Ailleurs, les Anglais savent presque tous notre langue, tandis qu'une bonne partie de la population, au rebours de la nôtre, n'entend que très-peu l'anglais. Montréal fait donc exception, et les remarques de la *Gazette* ne s'appliquent qu'aux Anglais de Montréal.

Comme conséquence naturelle de l'ignorance du français, il existe une autre différence notable entre notre ville et les autres: c'est qu'ici la population française et la population anglaise forment deux groupes à part, entièrement séparés, même sous le rapport des quartiers qu'ils habitent, au lieu d'être mêlés et fusionnés. En dehors des relations d'affaires, ces deux groupes ne se voient guère. Dans les rapports sociaux, les familles françaises, à quelques exceptions près, ne fraient qu'ensemble, et les familles anglaises de même. On dirait de deux sociétés entièrement distinctes et étrangères l'une à l'autre, bien que voisins et vivant en contact perpétuel, ainsi que cela se voit dans les villes mixtes de l'Orient, comme Constantinople ou Alexandrie.

Il est facile de comprendre que, d'un côté comme de l'autre, on perd plus qu'on ne gagne à cet état de choses, dont la responsabilité revient à nos concitoyens d'origine étrangère. Nous avons, pour notre part, fait des avances assez franches, puisque notre population s'est mise en devoir de parler l'anglais, dès que l'élément anglais fut devenu assez important, et dans toute occasion nous avons témoigné à nos voisins de notre estime et de notre bon vouloir. Comme résultat, les Anglais ont profité de notre empressement pour s'épargner la peine d'apprendre le français et pour se claquemurer dans la partie de la ville qu'ils occupent, et qui, il faut le dire aussi, n'existait pas avant eux. Ils y sont chez eux, et sont assez nombreux pour se suffire à eux-mêmes, et pour ne pas éprouver le besoin de notre société. En dehors de leurs comptoirs, ils ne tiennent pas à notre commerce.

On peut se demander, toutefois, s'ils trouveront longtemps encore leur compte à ce genre de vie. Leur groupe est compact, sans doute, et possède tous les éléments d'une vie de société complète. Mais cela n'empêche pas ce groupe de devenir chaque jour de plus en plus isolé. Les Anglais de Montréal doivent savoir que s'ils gardent leurs positions et conservent leur importance comme section de notre ville, l'élément dont ils font partie perd constamment du terrain dans la province, où il ne forme plus qu'un sixième de la population générale, au lieu d'un tiers qu'il était il y a trente ou quarante

ans. La *Gazette* elle-même constatait, il n'y a pas très-longtemps, l'existence de ce symptôme, qui montre que le Bas-Canada tend à une unification presque complète de race.

Dans ces circonstances, nos concitoyens anglais qui sont fixés irrévocablement à notre ville, dont ils ont fait leur patrie, peuvent-ils envisager l'avenir et l'isolement absolu qu'ils se préparent pour plus tard, sans être quelque peu ébranlés dans leurs résolutions et leurs goûts exclusifs? Croient-ils qu'ils se suffiront toujours dans un milieu qui sera entièrement étranger pour eux, et où ils se plaisent à rester à l'écart et à nous tenir à distance? Ne s'exposent-ils pas à des regrets tardifs?

Il est bien vrai que la connaissance du français n'est pas de rigueur ici, et que l'Amérique du nord est presque exclusivement anglaise. Mais, d'un autre côté, la province de Québec est aux Français ce que le reste du continent est aux Anglais, absolument française. Les Anglais de Montréal n'y formeront bientôt qu'une colonie solitaire, comme le Canada français l'est lui-même en Amérique. De même que, malgré notre nombre respectable et notre position groupée, nous tenons à savoir la langue de la majorité, la langue de nos voisins, à part notre propre langue; de même aussi nos amis anglais devraient sentir l'espèce de nécessité et de devoir que leur impose une situation analogue dans un cercle plus restreint.

Quelques-uns, au moins, le comprennent, et ont la prévoyance de l'avenir. Le correspondant de la *Gazette* est de ceux-là, et il prêche contre un état de choses qui est déjà assez étrange et qui sera plus tard une véritable anomalie.

Si leur mépris pour notre langue est chez eux affaire de morgue, il est l'indice de prétentions fort peu justifiées. Ils devraient s'en douter un peu depuis qu'ils voient des personnages aussi élevés que le gouverneur-général et son auguste compagne donner l'exemple, et afficher leur admiration et leur estime pour la langue française, bien loin de la mépriser. Il y a quelques jours à peine, le marquis de Lorne, ayant à répondre à une adresse qui lui était présentée à Saint-Martin, refusait de se rendre à la demande de quelques résidents anglais qui le priaient de s'exprimer dans leur langue. Il ne parla qu'en français, déclarant que tous ceux qui habitent la province de Québec devraient comprendre cette langue et la parler. La leçon tombait de haut. Portera-t-elle ses fruits?

Le gouverneur-général, qui se fait un honneur de parler le français, est cependant étranger à notre langue et à notre nationalité tout comme nos concitoyens anglais, et, de plus, le pays qu'il a à gouverner est aux trois-quarts anglais, et la capitale qu'il habite est aussi elle-même aux trois quarts anglaise.

A. GÉLINAS.

AVIS

Les frères DUPUIS, marchands, No. 605, rue Ste-Catherine, donnent, dans une circulaire maintenant en distribution, le démenti le plus formel à ceux qui essaient de mettre en doute les agences qu'ils ont obtenues des maisons européennes, Londrill, Wulf & Co., Bradford, Angleterre, et Béchar, Duluy & Cie., Lyon, France, pour la vente de leurs produits et tissus de deuil.

Ils profitent de l'occasion pour annoncer à leurs pratiques et au public en général qu'ils viennent de recevoir de ces manufactures une consignment de ces superbes tissus si rares sur les marchés canadiens.

Rien n'égale la beauté, le lustre, le fini et la couleur inaltérable de ces marchandises.

Une autre spécialité de la maison DUPUIS FRÈRES, ce sont les tweeds dont la grande variété et la qualité ne laissent rien à désirer. Que l'on n'oublie pas que, quelles que soient la beauté, la grande variété et la qualité des marchandises en général chez DUPUIS FRÈRES, elles se vendent à bien meilleur marché qu'ailleurs. La raison en a été cent fois donnée. Une visite vous convaincra de ces faits.

DUPUIS FRÈRES,

No. 605, rue Ste-Catherine, coin de la rue Amherst, aux deux boules noires, Montreal.